

13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion directe par : - Subventions - Marchés publics
--	--

1.2 Résumé de l'Action

Avec une place de 185^e (sur 189) au classement mondial de l'Indice de Développement Humain et un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 274 USD en 2020, le Burundi est un des pays les plus pauvres au monde, tout en étant l'un des plus densément peuplés avec 470 habitants par km² et une croissance démographique de 3,5 % par an. Sur le plan économique, sous l'effet de la pandémie de la COVID-19, la croissance a marqué un net ralentissement (de +1,8 % en 2019 à +0,3 % en 2020).

Près de 85 % de la population burundaise vit en-dessous du seuil de pauvreté. L'agriculture constitue sa source principale de revenus. La plupart des burundais dépend de l'exploitation des ressources naturelles qui souffrent ainsi d'une dégradation accélérée (y inclus de l'eau et de la biodiversité) qui menace le développement durable du pays.

Cette action soutient la préservation des écosystèmes naturels (dont deux aires protégées) dans un contexte de gestion intégrée du paysage et veut contribuer à mettre en valeur leurs biens et services (d'approvisionnement – en particulier : l'eau potable – et de régulation – en particulier : la prévention de l'érosion et l'adaptation au changement climatique). Des mécanismes d'incitation financière pour maximiser les effets de la restauration et de la gestion durable des paysages seront développés, avec une approche qui intègre la gestion communautaire et la numérisation.

Par cela, elle contribuera à améliorer durablement les conditions de vie de la population¹ locale y inclus les déplacés et les rapatriés, ainsi qu'au développement économique et social du pays. Une attention particulière sera donnée aux communautés qui vivent autour des zones protégées afin que la pression anthropique sur ces dernières soit diminuée et que ces communautés participent à leur gestion durable. L'action va s'articuler sur trois résultats escomptés : **P1** – La gouvernance et la gestion durable et inclusive / participative des aires protégées, en particulier des Parcs nationaux de la Kibira et de la Rusizi, sont améliorées ; **P2** – Les pratiques et les mécanismes de restauration et de gestion intégrée des terres et des ressources en eau sont améliorées ; **P3** – L'organisation, le suivi et la gestion du service d'approvisionnement en eau potable en milieu rural sont améliorés au profit et grâce à la participation des populations locales, avec un focus sur les groupes en situation de vulnérabilité.

L'action sera mise en œuvre dans les Parcs nationaux de la Kibira et de la Rusizi, leurs zones tampon, ainsi que dans des micro-bassins qui alimentent la rivière Rusizi et qui seront identifiés au démarrage du programme sur la base de critères de vulnérabilité environnementale.

Cette action s'inscrit et contribue à l'atteinte des objectifs du Programme indicatif multi-annuel (MIP) national, et en particulier aux domaines prioritaires 1 (croissance inclusive, durable, verte et créatrice d'emplois) et 2 (développement humain et services de base). En outre, elle s'inscrit dans les priorités stratégiques de l'Union européenne, en particulier l'initiative « NaturAfrica »², comprise dans le Pacte Vert pour l'Europe, et contribue aux Objectifs de développement durable 15 (« Vie terrestre »), 6 (« Eau et assainissement »), 2 (« Faim zéro ») et 5 (« Egalité entre les sexes »).

L'Action s'aligne également sur i) le Plan national de développement du Burundi (2018-2027), qui fait un lien clair entre la gestion de l'environnement, le développement agricole et l'essor économique, et ii) le Document d'Orientation de la Politique environnementale, agricole et d'Elevage du Burundi (2020-2027), par rapport à la protection des forêts et de la biodiversité, la restauration de paysages et la gestion rationnelle des ressources en eau.

L'Action prévoit une étroite complémentarité et synergie avec d'autres projets nationaux et régionaux financés par l'Union européenne et les autres partenaires techniques et financiers, en particulier dans le secteur de l'environnement, des ressources en eau et du développement rural.

La gestion durable des aires protégées constitue une priorité pour les politiques de coopération de l'Union européenne et cette initiative s'inscrit dans la continuité et complémentarité d'autres initiatives similaires appuyées par l'Union européenne dans la région. À travers sa mise en œuvre, l'Union européenne pourra se positionner comme un des

¹ Les plus pauvres, en particulier dans les pays en développement, sont les plus exposés aux risques consécutifs à la perte de la biodiversité, car souvent leur approvisionnement en biens et services dépend presque exclusivement des écosystèmes.

² Cette action est complémentaire à l'initiative NaturAfrica, promue par l'UE pour soutenir la conservation de la biodiversité en Afrique. NaturAfrica adopte une approche innovante centrée sur les personnes ; elle identifie les paysages clés pour la conservation et le développement dans lesquels soutenir la création d'emplois et l'amélioration de la sécurité et des moyens de subsistance durables, tout en préservant les écosystèmes et la faune.